

[Texte]

Pour ce qui est de la capacité d'absorption des ONG, il faut que vous sachiez, monsieur le président, que nous sommes bien tranquilles là-dessus. Il est normal que l'on s'interroge sur notre capacité d'administrer nos ressources humaines et financières.

Mais il ne faut pas oublier que depuis 20 ans, les organismes de coopération internationale sont devenus une partie de plus en plus importante du secteur privé et si on établissait la liste de tous les administrateurs de tous nos organismes, on y retrouverait presque tous les plus grands hommes d'affaires et presque tous les administrateurs les plus compétents au Canada. De plus, ils oeuvrent avec nous bénévolement.

Monsieur le président, je termine ici ces remarques préliminaires et je demande à M. Richard Harmston, directeur général de la Société asiatique des partenaires du Canada, d'aborder certains points précis de notre communication.

Merci, monsieur le président.

The Chairman: Thank you, Mr. Harmston.

Mr. Richard Harmston (Executive Director, South Asia Partnership-Canada): Mr. Chairman, as Mr. Loiselle has mentioned, our submission looks at the specifics of the NGO-CIDA relationship. We have done this quite deliberately, rather than range over the vast number of questions you have posed. We feel this requires some concerted attention. I know a number of voluntary agencies are coming before you to speak to the same set of issues. As you noted, our recommendations are summarized at the end of our brief.

In response to one of the questions you posed in your discussion paper, on the issue of independence of NGOs in view of government funding, we believe it is an important matter to keep before us. As a community of agencies, we are not in a situation we believe requires policy or program change, particularly when enacted unilaterally by government.

On the contrary, we advocate a substantial increase in CIDA's responsive program to the voluntary agency community. This program works. It has worked for 20 years. As Mr. Loiselle pointed out, it is vital and ever-changing program that has stood the test of time.

It respects the integrity of all parties and it moves the resources directly to the poorest people in need in the Third World societies. In spite of positive statements by both governments over the past few years, there has been relatively little growth in this program. In fact, we are concerned that there might be zero growth in this program in the next fiscal year. This is a bit of crystal ball-gazing; we do not have any insight into what the budget might say.

[Traduction]

Regarding the NGOs ability to absorb, you should know, Mr. Chairman, that we are quite at ease about that. It is normal for questions to be raised about our ability to manage our human and financial resources.

But bear in mind that over the past 20 years, organizations for international co-operation have become an increasingly important part of the private sector and that if one drew up a list of all the administrators of all our organizations, one would find almost all the top businessmen and almost all the most able administrators in Canada. Furthermore, they are working with us as volunteers.

Mr. Chairman, I will conclude these preliminary remarks here and I now ask Mr. Richard Harmston, Executive Director of the South-Asia Partnership-Canada, to touch on some specific points in our brief.

Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Merci, Monsieur Harmston.

M. Richard Harmston (directeur général, Société asiatique des partenaires du Canada): Monsieur le président, comme M. Loiselle l'a dit, notre mémoire traite des rapports précis qui existent entre les ONG et l'ACDI. Cette optique est voulue; en effet, nous n'aurions guère pu traiter toute la gamme de questions que vous avez posées. Nous pensons qu'il faut se pencher d'une façon concertée sur cette question. Je sais que plusieurs organismes bénévoles comparaitront devant vous pour parler des mêmes questions. Comme vous l'avez fait remarquer, nos recommandations sont résumées à la fin de notre mémoire.

Pour répondre à l'une des questions que vous avez posées dans votre document de travail, c'est-à-dire le sujet de l'indépendance des ONG par rapport au financement du gouvernement, nous croyons que c'est une question importante, à garder à l'esprit. En tant que regroupement d'organismes, nous ne croyons pas que la situation exige des modifications de politiques ou de programmes, surtout s'il s'agit de modifications imposées unilatéralement par le gouvernement.

Au contraire, nous proposons que l'ACDI augmente sensiblement son programme de mesures adaptées aux initiatives des organismes bénévoles. Ce programme fonctionne bien depuis 20 ans. Comme M. Loiselle l'a signalé, il s'agit d'un programme vital, en évolution constante, qui a fait ses preuves.

Il respecte l'intégrité de toutes les parties concernées et il fait parvenir les ressources directement aux plus démunis du Tiers monde. Malgré les déclarations positives faites par les deux gouvernements au cours des dernières années, la croissance de ce programme a été plutôt faible. En fait, nous craignons que la croissance de ce programme soit nulle pour le prochain exercice. Nous devinons un peu; nous ne savons pas ce que le budget peut prévoir.